

Solidarité avec la résistance du peuple palestinien

Les événements de ces dernières semaines sont en lien direct avec le régime colonial et la pratique d'apartheid d'Israël, dénoncés encore récemment par Human Rights Watch. Les différents Etats qui sont complices ou silencieux face aux crimes israéliens, en tête desquels les Etats-Unis, sont également responsables de la situation du peuple palestinien et des crimes de guerre qui se succèdent depuis le 10 mai avec les bombardements israéliens sur la population civile palestinienne à Gaza. Il en va aussi de la responsabilité de l'ONU et du CICR qui devraient imposer la protection de la population civile.

En Cisjordanie, la population palestinienne est également victime de la brutalité de l'occupant qui n'hésite pas à tuer des enfants d'une balle dans le dos. A Jérusalem-Est, les habitant·e·s du quartier palestinien de Sheikh Jarrah résistent encore et toujours à l'expropriation de leurs maisons par les colons.

Alors qu'aujourd'hui les forces de répression de l'Etat sioniste et les groupes racistes frappent l'ensemble de la population palestinienne, il est plus que jamais nécessaire de descendre dans la rue pour soutenir le peuple palestinien qui lutte contre la confiscation de ses terres et de ses droits fondamentaux : la liberté, l'égalité et la justice.

Les centaines de personnes arrêté·e·s ces derniers jours rejoignent les milliers de palestinien·ne·s, dont des centaines d'enfants et d'étudiant·e·s, déjà emprisonné·e·s dans les prisons israéliennes et soumis·e·s aux tortures et à la loi militaire.

En Europe, la répression frappe aussi les militant·e·s pro-palestiniens. La préfecture et la mairie de Paris sont allés jusqu'à interdire la manifestation prévue pour samedi passé et la police a attaqué les manifestant·e·s qui se rassemblaient à Barbès. Nous dénonçons le traitement colonial des quartiers populaires par l'Etat français et ses lois islamophobes.

Soyons solidaires avec la résistance du peuple palestinien, agissons pour dénoncer et arrêter la complicité de fait du gouvernement suisse avec la politique d'apartheid israélienne. Agissons pour sanctionner, retirer les investissements et boycotter toute collaboration économique, militaire, scientifique et culturelle avec l'Etat d'Israël et avec les institutions agissant pour son compte jusqu'à ce que les droits du peuple palestinien soient entièrement reconnus et que le droit international soit appliqué y compris le droit au retour des réfugié·e·s.

Ce samedi 22 mai 2021 dans le cadre de la Journée Globale d'Action : prenons la rue !